

Naegelen et l'aveu de Bouteflika

Il a finalement choisi la «République» des juges pour adresser au pays réel son premier message après 8 mois de silence. Même si ce ne fut qu'une courte parenthèse ouverte à l'intérieur d'un laïus calibré à la virgule près et qui se voulait comme un exercice improvisé dont il serait l'unique auteur. Le chef de l'Etat a, par conséquent, corrigé sa dérobade de Laghouat en s'astreignant, cette fois-ci, au pesant devoir de clarification tant attendu par l'opinion.

A-t-il convaincu faute de rassurer sur l'essentiel ? Certainement pas si ce n'est qu'à travers le court diagnostic l'on a cru déceler quelques aveux. Reconnaisant d'abord qu'en matière d'élections la plupart des scrutins, tenus jusque-là, avaient emprunté aux méthodes du gouverneur Naegelen, celles de la fraude et la falsification des résultats, il s'engagea ensuite à garantir la transparence des prochaines échéances. Sauf que cette dialectique de tribun qui prône le dépassement de l'erreur par l'artifice de la parole risque de laisser dubitatif l'électeur abstentionniste même si elle doit faire l'affaire de quelques appareils politiques...

En effet, cela fait bien deux lustres que l'exorcisme des promesses officielles a cessé d'opérer. Sous l'impulsion de sa présidence, deux législatures ne viennent-elles pas de s'écouler et qui se sont caractérisées par le recours à la pratique des quotas

dans les urnes et sa conséquence l'émergence d'indus élus ? Naegelen a donc bon dos de nos jours lorsqu'il est évoqué comme un épouvantail politique car sous le ciel souverain de l'Algérie, les malversations électorales des pouvoirs n'ont-elles pas connu les sommets de la sophistication au point que le sombre gouverneur colonial fait désormais figure de piètre bricoleur ? Pire que les «élus de l'administration» qu'avait jadis fabriqués la France avec quelques indigènes, le système algérien n'a eu de cesse de formater des quasi-nervis à ses ordres qu'il envoyait, par bataillons entiers, dans les institutions. Car si le recours à la transgression des libertés politiques a son histoire en Algérie, elle n'était souvent qu'épisodique avant d'être systématisée et normée. En somme, elle définissait parfaitement le système lui-même. Pas de maire, pas de députés ou de sénateur et surtout pas de président de la République sans une pré-désignation en amont des bulletins de vote. Ces derniers, n'ayant été que de faux parafes à la plus modeste légitimité jusqu'à la plus sacrée d'entre toutes, expliquent désormais pourquoi l'électeur se détourne de ce devoir civique dont le chef de l'Etat fait référence. Or, suffit-il actuellement de quelques réaménagements cosmétiques des lois organiques pour renouer avec la confiance des citoyens ?

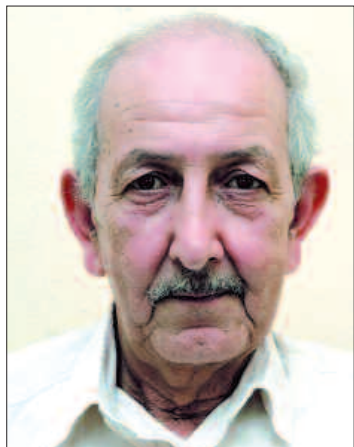
Même si l'année 2012 devait

nous valoir quelques changements positifs à travers les élections générales quel sera leur impact sur le long terme afin de sortir du «système» et aller vers une seconde république ? La question est nodale et pourtant l'on se refuse à l'inviter au débat national. Dans le contenu des engagements du pouvoir, l'on préfère abuser de la notion de «transition» avec tout ce que celle-ci connote d'abord de restriction dans les «ordres du jour» et ensuite du souci qu'a le pouvoir de demeurer le seul autorégulateur du changement. Il est d'ailleurs significatif que Bouteflika continue à cultiver le silence sur la nature de la réforme constitutionnelle tout autant que sur l'agenda la concernant. A peine a-t-on eu écho, depuis Paris et l'interrogatoire du ministre Medelci, que celle-ci serait fixée à la fin de 2012.

Ceci étant dit, la brève rhétorique du président a-t-elle oui ou non clarifié ses intentions et éclairci l'horizon ? Sans doute qu'il vient de laisser transparaître son éternelle méfiance à l'endroit du multipartisme. C'est ainsi que pour se dédouaner de ses anciennes directives censurant les agréments, il remet en avant un faux distinguo entre «grands» partis et «partillons». Une étonnante pirouette juste après avoir admis que les étalonnages électoraux des uns et des autres furent par le passé factices. Idéologiquement, il se révèle peu

convaincu des réformes qui s'imposent à lui dans ce domaine en concédant du revers de la main qu'il accordera le feu vert aux légalisations en attente, quand bien même ne croit-il toujours pas à la réalité de leur existence ! Voilà une curieuse perception pour recadrer la démocratie. Celle à laquelle il reste attaché et qui s'est cimentée par la connivence entre la puissante administration et les lobbies d'appareils pour ensuite décréter «hors-la-loi» les voix critiques et les cercles réfractaires à l'instrumentalisation. Or, cet état des lieux du champ politique n'a-t-il pas été son œuvre au cours des dix années écoulées ? Celle qui a fait croire qu'un pluralisme existait en l'illustrant par des animateurs acquis et marchant sous les bannières du FLN et du RND, notamment. En clair, les «grands» partis ne sont que ceux-là et tout le reste n'est que confettis. De fait, le président promet de piloter le changement des mœurs politiques de l'Etat sans que lui-même en soit intimement convaincu de la nécessité. Il est dans la concession tactique qui ne travaille qu'au devenir du pouvoir en place.

Désormais, si une croyance en le pluralisme démocratique est encore possible, il faudrait peut-être en rechercher les bons pèlerins dans les modestes chapelles où prêchent encore quelques solitaires personnalités. Car elles constituent une sorte de «petite Algérie» accrochée à un grand idéal et rêvant du grand soir.



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Pour le moment, la périphrase présidentielle qui caresse dans le sens du poil le génie lucide du peuple s'adresse moins à ce dernier qu'aux castes patriciennes qui l'ont longtemps accompagné mais seraient tentées de rejoindre d'autres camps. En effet, comment peut-on ignorer que, quand les princes sont en difficulté, ils ne font d'abord que battre le rappel des allégeances ? C'est ce que vient de faire le nôtre. Quant à l'électeur échaudé, il n'est pas sûr qu'il se soit intéressé aux promesses déclamées devant la «république» des juges.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



26 milliards de dinars ! Un budget colossal pour embellir Alger.
Mon Dieu ! Tout cet argent juste pour...

... effacer une ligne bleue !

Attention ! Je ne vois pas toujours les choses en noir, et je ne suis pas un grognon professionnel. Ah ! ça, non ! Je sais être positif quand il le faut ! Prenez les réformes et les promesses de nos dirigeants. Eh bien, je suis prêt à adhérer aux premières et à gober goulûment les secondes. Quand, exactement ? Je m'en vais justement vous le dire ! Je croirai aux promesses de réformes d'Abdekka et de sa cour lorsque je croirai le renard qui viendrait m'expliquer que s'il est entré dans la basse-cour, c'est juste à cause du froid hivernal et de son besoin de trouver un petit endroit chaud pour roupiller paisiblement. Je croirai aux promesses de réformes du châtelain lorsque Chakib Khelil demandera lui-même à être entendu par la justice algérienne. Je croirai aux réformes du châtelain lorsqu'il sera officiellement exigé des pontes de ce régime de rembourser les prises en charge qui leur auront été offertes à eux et à leurs familles pour des accouchements soft, des liftings, des séjours de remise en forme ou des cures de rajeunissement dans les boues miraculeuses qui bordent la mer Morte, en Jordanie. Je croirai aux réformes du châtelain lorsqu'en plus du caractère obligatoire des déclarations de patrimoine de nos dirigeants, on leur impose aussi de préciser où sont scolarisés leurs enfants et le montant des bourses dont bénéficient ces chers chérubins. Je croirai aux promesses du châtelain lorsqu'on me dira qu'à partir de demain, sans faute, le 25 décembre 2011, le paiement par chèque dans les transactions égales ou supérieures à 50 000 dinars est obligatoire et ne prête à aucune discus-

sion, ni aménagement, ni disposition dérogatoire. Je croirai aux promesses du châtelain lorsque je verrai à l'ENTV la retransmission de l'audition d'Alain Juppé par les députés de l'Assemblée algérienne. Les députés de la prochaine mandature, bien sûr, parce que les actuels, «Mat'sakoun'tiche» ! Je croirai aux réformes du châtelain lorsqu'un JT du boulevard des Martyrs de l'information ne consacrerait pas une seconde au président de la République, parce que ce jour-là, objectivement, le rais n'aura rien fait, se sera reposé, aura fait un break ou sera resté sous sa couette, partant du principe qu'un président a lui aussi le droit citoyen à une journée de congé, au moins une journée. Je croirai aux réformes du châtelain lorsque l'usage abusif, trompeur et falsifié de la main de l'étranger et son agitation fallacieuse sous nos nez seront durement punis par la loi. Je croirai aux réformes du châtelain lorsque la greffe d'un téléphone ne sera plus pratiquée sur les oreilles des magistrats. Je croirai aux réformes du châtelain lorsque le seul critère de réussite d'un journal, ça sera sa qualité et sa capacité à intéresser les lecteurs, et pas la pub offerte et distribuée par le petit Papa Noël, à travers une porte dérobée du château. Voilà quelques petites conditions fort négligeables, qui ne mangent pas de pain, qui ne demandent pas de gros efforts et qui m'amèneraient à enfin croire aux réformes et aux promesses du châtelain. Vous voyez bien que je ne suis pas quelqu'un de difficile ni un corbeau condamné à ne voir les choses que peintes en noir. Mais non ! Mais non ! Je suis même très ouvert et très optimiste. Je sais que tout cela se réalisera un jour. Après la révolution ! En attendant, je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Dites le en SMS

Le SMS c'est simple et pratique.



DJEZZY
L'Algérie
www.djazzymag.com